

**Délibération – Vœu des élus de la ville de Trélazé –
Soutien au plan Borloo « Vivre en grand, vivre ensemble la République,
pour une réconciliation nationale » -
Déclaration de La Gauche Trélazéenne**

M. le Maire, cher-e-s collègues,

Je commencerai par remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce rapport (plusieurs mois de travail et de réflexion avec le collectif Territoires gagnants regroupant élus et associations de quartier) et par souligner que nous partageons bien évidemment de nombreux points venant d'être évoqués.

A nos yeux, force est de constater que ce rapport Borloo présente plusieurs avantages :

- celui de remettre sur le devant de la scène des quartiers populaires bien souvent méprisés ou oubliés,
- celui de dresser un diagnostic aussi terrible que lucide sur la situation vécue dans ces quartiers,
- celui de porter de nombreuses propositions pour transformer la conduite de l'action publique dans ces territoires,
- celui d'imposer à l'exécutif de se positionner sur la question des politiques à y mener d'autant que les premières réactions du Gouvernement ont montré que ce rapport avait visiblement suscité beaucoup moins d'intérêt chez lui que celui de Spinetta sur la SNCF...

De nombreux commentateurs ont pointé que ce rapport dressait « *un diagnostic sans concession* » sur les quartiers concernés (Humanité, 27 avril 2018). Comme mentionné dans la délibération, « *près de six millions d'habitants vivent dans une forme de relégation, voire, parfois, d'amnésie de la nation réveillée de temps à autre par quelques faits divers (...)* ». Le rapport avance aussi des chiffres qui témoignent des profondes inégalités frappant ces territoires :

- en moyenne, 30 % de capacités financières en moins,
- 3 fois plus de chômeurs,
- moitié moins de pédiatres, dentistes et gynécologues.
- 2 fois moins de licenciés sportifs...

Je n'insisterai pas davantage. Nous pourrions multiplier les exemples. Il s'agit d'un constat que de nombreux élus de banlieue dénoncent depuis des années, un constat marqué par moins de services publics, d'accès à la culture, d'enseignants, de policiers. « *Ajoutons, comme le dit Patrick Le Hyaric dans son édito de l'Humanité-Dimanche (3 mai 2018), cette plaie au visage du pays de Molière et d'Hugo : l'illettrisme* ».

Bien entendu, nous ne pouvons, devant ce bilan, que partager l'idée d'une urgence humaine et sociale à agir. Le rapport le souligne : « *les quartiers populaires, comme les zones rurales délaissées (...), ne demandent pas l'assistance, ni des financements exceptionnels, mais simplement le droit à l'égalité républicaine* ». « *Les valeurs républicaines ne peuvent pas progresser là où la promesse d'égalité n'est plus possible. La foi dans le système est fortement atteinte* » (Humanité, 27 avril 2018).

Vous l'avez dit, ce rapport comprend 19 thématiques (« programmes ») présentées comme indissociables les unes des autres. J.-L. Borloo parle d'« *un changement radical dans la conduite de l'action publique* » et la délibération proposée d'« *un tout cohérent, novateur, indispensable et ne [pouvant] être édulcoré* ».

Nous ne reviendrons évidemment pas sur toutes ces thématiques mais ferons quelques remarques. Quels qu'aient été les positionnements ou soutiens politiques des uns et des autres ces derniers mois, vous serez sans doute d'accord avec nous pour souligner que nombre de propositions du rapport, très positives, s'avèrent bien peu dans la lignée des orientations suivies par l'exécutif. Stéphane Troussel, le président du département de Seine-Saint-Denis, s'interrogeait il y a peu sur ce que le Gouvernement fera de ce rapport puisqu'il est globalement « *en totale contradiction avec toutes les décisions prises depuis un an par le président de la République et son gouvernement : baisse du nombre d'emplois aidés, baisse des subventions pour la politique de la ville, suppression des APL, affaiblissement des offices HLM, reports des calendriers* ». Vous revenez vous aussi dans votre délibération sur les coupes effectuées en 2017 sur le budget de la politique de la Ville et la réduction des contrats aidés. Beaucoup d'élus, déjà inquiets après le dernier projet de lois de finances, attendent donc beaucoup des annonces présidentielles. C'est par exemple le cas de Philippe Rio, maire de Grigny (Humanité, 27 avril 2018).

C'est bien entendu ce que traduit aussi le vœu proposé ce soir.

Parmi toutes les propositions contenues dans le rapport, beaucoup sont essentielles et très positives. Certaines sont aussi bien connues, d'autres ne sont pas nouvelles ou parfois imprécises, alors que quelques-unes méritent de notre point de vue qu'on y revienne. Je ne vous surprendrai pas en vous disant par exemple que nous soutenons l'idée d'une

reprise de la rénovation urbaine (que le rapport pointe « à l'arrêt depuis quatre ans »). Alors que certaines voix s'élèvent pour affirmer que les budgets versés au titre de la politique de la ville auraient été de trop, le rapport souligne que « le plan de rénovation urbaine a permis d'améliorer les conditions de vie de nombreux quartiers et a généré 48 milliards de travaux, a été financé à moins de 3 % par l'État mais a rapporté 4 milliards de TVA, 6 milliards de cotisations et généré 40 000 emplois pendant dix ans » (Humanité, 27 avril 2018). Si nous sommes donc favorables à une reprise de la rénovation urbaine, nous n'accepterons cependant pas la création d'un fonds de 5 milliards venant de « la cession des participations de l'État en 2018 » (entendre là des privatisations). Nous aurions aussi à revenir sur certains points comme par exemple les « emplois francs » et les dérives qu'ils peuvent entraîner. Le rapport peut permettre de mettre en débat d'autres propositions cohérentes avec son esprit général. En tant qu'ancien député, vous savez que les parlementaires communistes se battent par exemple pour que l'on s'attaque au chantier d'une allocation-autonomie pour les jeunes (pour leurs études, pour le logement) dans le cadre de politiques publiques audacieuses faisant « vivre les droits à l'éducation, à la formation, au travail, au logement et à la santé (...). C'est à une sécurité de vie, à une sécurité dans le travail et la formation qu'il faut parvenir par le débat et une action tenace et de longue haleine » (Humanité Dimanche, 3 mai 2018).

Nous en avons rapidement parlé ensemble il y a peu : la question du financement de ces mesures est posée. Elle l'est d'autant plus que les collectivités locales sont frappées par les 13 milliards d'économies imposées par l'exécutif et que le discours du Président sur les quartiers populaires (Tourcoing, mi-novembre) n'a pas infléchi d'un iota le vote du budget quelques semaines après. Les amendements déposés pour augmenter les crédits de la politique de la ville ont même été repoussés tandis que la baisse des APL (1,7 milliard) s'avère particulièrement pénalisante pour des bailleurs sociaux essentiels dans ces quartiers. Ce ne sont là que des exemples auxquels on pourrait ajouter les décisions relatives à la taxe foncière sur les propriétés bâties (non compensation) et les pertes sèches pour les communes concernées déjà fiscalement pauvres (les villes ayant le plus de logements sociaux se retrouvant pénalisées). On pourrait aussi évoquer la fameuse règle d'or sur le non dépassement du 1,2 % de hausse de dépenses chaque année, etc. (Humanité, 27 avril 2018).

Aussi, et même si nous avons des réserves sur certains points, nous notons néanmoins, comme le disait Stéphane Peu (député PCF de Seine-Saint-Denis), que ce rapport, issu d'un travail collectif et faisant « globalement consensus chez les élus des quartiers populaires, n'est pas une pétition de principe mais il est extrêmement précis, concret et chiffré. » A nos yeux, ce rapport ne doit pas demeurer une simple photographie du moment, un simple témoignage d'une dure et douloureuse réalité vécue par nombre de nos concitoyens. Il ne doit pas non plus rester une alerte ponctuelle. Ce rapport sur nos quartiers doit être plus que cela : un véritable « point d'appui politique » pour exiger une réorientation de la politique menée dans notre pays ! L'exécutif va devoir clairement prendre position sur ce plan d'environ 50 milliards d'euros, « soit la moitié de ce que va coûter au final le CICE ». « Il va y avoir une heure de vérité » puisque que la réalisation de ce plan « suppose une inversion à 180° de la politique qui est menée par le gouvernement depuis le mois de juin » (Humanité, 27 avril 2018).

C'est donc bien pour pousser dans ce sens, pour reconnaître et faire avancer dans les actes l'égalité républicaine que nous voterons ce vœu.